

Frédérique MASSAT

*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 octobre 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 22 novembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Equilibre financier.
[24 octobre 2007] (p. 3154)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 209, posée le 29 avril 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Permanence des soins, organisation (p. 1738)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 4063)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 91 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4729)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4750)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 274 de M. Jean Gaubert (mention de la consommation d'énergie et d'autres

ressources essentielles sur les étiquettes) à l'ad t n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

- Communes : finances : frais de scolarité (p. 4685)
- Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes : zones rurales (p. 4685)
- Enseignement privé : établissements sous contrat : effectifs (p. 4685)
- Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4684)
- Enseignement privé : établissements sous contrat : zones rurales (p. 4684)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4829)

Intervient sur le sous-ad t n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'ad t n° 8 rectifié de la commission (p. 4829)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son intervention (p. 4830)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5233)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5233)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5233)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5233)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5233)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1107)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1107)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1107)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1107)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1107)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1107)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1108)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1107)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1^{er} (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1201, 1219)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250 et s., 1260, 1296)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1304)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Germinal Peiro (obligation d'indiquer sur le catalogue national si une semence est génétiquement modifiée) (p. 1324)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 295 deuxième rectification précédemment réservé de Mme Delphine Batho (interdiction de toute culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux, les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles) (p. 1329)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1341)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1427)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2192)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2192)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2192)

Environnement : principe de précaution (p. 2192)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1481 du Gouvernement (extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 2975)

Intervient sur l'adt n° 672 de M. Nicolas Forissier (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 2979)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Article 17 (assouplissement des conditions et des plafonds pour la déductibilité des intérêts des emprunts contractés par les repreneurs d'entreprise)

Son amendement n° 560 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3058)

Après l'article 33

Son amendement n° 1108 (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Ses amendements n°s 1109, 1115, 1111 et 1116 (p. 3202) : devenus sans objet (p. 3203)

Après l'article 38

Ses amendements n°s 1112 et 1113 (p. 3231) : rejetés (p. 3232)

Son amendement n° 1107 : devenu sans objet (p. 3233)

Après l'article 40

Son amendement n° 1091 rectifié (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1089 et 1010 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3382)

Intervient sur les adts n°s 1004, 1006 et 1009 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3383)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son amendement n° 583 (p. 3449)